L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 73 RUE CHARTRES,

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI MATIN, 30 MAI.

MONARCHIE OU RÉPUBLIQUE.

Je me promets, dit le *Figaro*, de recommander à tous les esprits curieux de vérité historique, le travail que publie dans le *Correspondant* M. Paul Thureau-Dangin : *la question de Monarchie ou de République après le 9 thermidor.*

Sans vouloir comparer des époques dissemblables, sans prétendre à fonder des rapprochements qui sont pour le moins oiseux, il est cependant positif que dans certains traits de l'esprit public et de la situation des parties en 1795 et 1873, l'observateur retrouve les passions et les fautes d'aujourd'hui.

Comme le dit fort bien M. Thureau-Dangin : "Ce qu'on tout temps une cause trop fréquente chez ceux qui vivent dans ces quelques époques de transition, c'est qu'ils croient que les individus gouvernent dans un de ces moments critiques. C'est la masse, le plus souvent, n'appartient à aucun."

A cette époque—comme aujourd'hui, mon Dieu !—cette masse de honnêtes gens, attendant que les classes dirigeantes décidassent de son sort, est d'abord indifférente aux détails constitutionnels.

On commence à oublier qu'il y ait jamais eu un roi, écrivait le sagace Mallet du Pan ; et une fois la paix faite au dehors et un règne doux au dedans, le peuple n'aura plus d'intérêt à désirer un autre ordre de choses. Ceux qui aspirent étant sauvés des cachots et des guillotines, se contenteront d'une monarchie ou d'une république modérée et normale. C'est ainsi qu'on aboutit à la sanglante et glorieuse tyrannie de l'Empire.

Mallet du Pan disait encore avec une clairvoyance extrême ces paroles qui, à quatre-vingts ans de distance, semblent tomber faites pour nous :

"On préférerait généralement la royauté si on pouvait, à son réveil, la trouver rétablie sans secousse et sans danger ; mais la crainte de ces dangers et de ces secousses est telle fois plus forte que le désir de la royauté."

Une fraction du parti royaliste semblait prédire à tâche, en effet, de démontrer tout ce qui était nécessaire "pour étendre les semences de la royauté." (C'est toujours Mallet du Pan qui parle.)

M. Ferrand, plus tard ministre de Louis XVIII, écrivait :

"M. Malouet mérite d'être pendu, bien qu'il soit honnête homme, attendu qu'il est essentiel de faire de cette classe un exemple de la punition des aux opinions dangereuses."

La République eût pu certainement profiter de ses fautes, mais les royalistes, pour n'épargner aucun genre de calomnie à l'Etat parlementaire une sanctionna leur victoire du 13 vendémiaire sur les royalistes et les modérés.

Ils ne le doutaient pas que Pitt-Cobourg du soldat dans cette lutte civique était l'avènement du militarisme ; le canon qui balayait les sectionnaires était pointé par celui qui devait faire le 18 brumaire !

LA GUERRE A SUMATRA.

Nous avons mentionné, dans notre numéro du 26 avril, les causes qui ont amené les commissaires du gouvernement hollandais à Sumatra à déclarer la guerre au roi des Atschinois.

Le *Journal des Débats* a inséré hier une intéressante correspondance de la Haye, de laquelle nous détachons les paragraphes suivants :

La guerre fut déclarée le 26 mars. On se prépara en grande hâte, et, à la fin du mois, un corps d'armée, composé de 4,000 hommes, 149 chevaux et 16 canons, était embarqué. Le 5 avril, il arrivait devant Atschin, et, le 8, le débarquement commençait.

Vous avez su par nos dépêches, qui ont été d'une extrême franchise, le triste résultat de cette première tentative. Je n'en rapporterai donc que très sommairement les faits principaux.

Dès le 8, on s'empare d'un premier fort, élevé à la hâte ; les Atjinois, qui avaient voulu s'opposer au débarquement, sont chassés par les canons de la flotte, ou élèvent un camp retranché, entouré de palissades.

Le 9, les Atschinois abandonnent un second fort, dont nous prenons sans résistance ; on achève le débarquement, l'artillerie et la cavalerie sont mises à terre. La résistance énergique du 8 et les pertes énormes que nous avons faites celles sont presque aussi considérables que celles de l'ennemi) nous forcent à la prudence ; le 10 et le 11 sont consacrés à fermer le camp retranché ; le 12, on marche sur le *kraton* (résidence du sultan), qui a été fortifié avec un soin extrême, et qui est surtout défendu par une mosquée et par une forteresse, garnies l'une et l'autre de canons.

Le 13, on commence l'attaque ; le 14, on s'empare de la mosquée ; la résistance est opiniâtre. Ce jour-là, nos pertes s'élèvent à près de cent hommes.

Le 15, on tente l'attaque de la forteresse. Nos troupes sont repoussées. Le général en chef Kohler, qui dirigeait lui-même les opérations, est tué. Les assaillants battent en retraite. Ils se dirigent vers le camp retranché et s'apprêtent à se défendre. Le vent empêche toute communication entre la flotte et la plage.

Le 17, on conseil de guerre a lieu sur la plage. On déclare à l'unanimité que la position n'est pas tenable. On en réfère au gouverneur général des Indes néerlandaises, qui, après avoir réuni son conseil, et entendu le général Vetterpijk, déclare que l'expédition doit prendre fin et rentrer à Batavia.

Aux dernières nouvelles, on ignorait encore au ministère des colonies, si l'embarquement avait lieu dans de bonnes conditions. Mais on supposait, vu l'absence de dépêches, qu'aucun nouveau malheur n'était venu fondre sur nos troupes.

Nos pertes—je vous donne les chiffres officiels—montent à 45 hommes hors de combat. Le chiffre se décompose comme suit :

Morts, 44 (6 officiers et 38 hommes) ; blessés, 407 (25 officiers et 382 hommes.)

Une chose mérite d'être remarquée, c'est l'excessive rapidité avec laquelle cette expédition a été jetée sur les côtes d'Atchin.

Le guerre est déclarée le 26 mars, et le 5 avril nos troupes sont rendues en vue de l'ennemi.

Il y a là une cette promptitude, si peu en rapport avec les habitudes hollandaises, quelque chose qu'on ne s'explique pas. Il fallait que le péril fut jugé bien pressant.

Les trois personnages qui ont eu la haute main dans toute cette affaire sont trois hommes d'une intelligence remarquable et qui connaissent à fond les choses de l'Inde.

Le ministre des colonies a passé à Java trente années de sa vie, et y a laissé une grande réputation d'intelligence et d'esprit pratique.

M. Loudon, le gouverneur-général, est un de nos hommes politiques les plus distingués.

Quant au général Kohler, qui avait débuté dans l'armée comme simple soldat et était arrivé au grade de général-major à l'âge de cinquante-cinq ans, il avait la confiance de ses troupes, et depuis 1839 il n'avait pas quitté nos colonies.

Pour ce trois hommes aussi compétents aient mis une telle hâte à ouvrir les hostilités, il faut qu'ils aient eu une puissante raison. C'est cette raison qui nous échappe aujourd'hui et que le cours des événements ultérieurs se chargeront sans doute de mettre en lumière.

Nous trouvons, d'autre part, dans le *Pall Mall Gazette*, des détails assez peu connus jusqu'ici, sur les mœurs des Atschinois et sur leur histoire. Le journal anglais s'exprime en ces termes :

Les Atchinois, avec qui les Hollandais sont en lutte, ne forment pas eux-mêmes qu'une petite nation ; unis ils deviennent formidables, s'ils trouvent des alliés dans les autres parties de l'île de Sumatra, et, si tout ce qu'on raconte de ce peuple est vrai, ce sont alors des ennemis qu'il ne faut pas mépriser. Telle qu'elle est, leur civilisation est très ancienne. Ils sont lutté, tantôt avec succès, tantôt en éprouvant des revers, mais jamais une distinction, non-seulement contre leurs barbares voisins, mais aussi contre les Portugais et les Hollandais. Ils ont autrefois possédé des dépendances sur la presqu'île de Malacca, et souvent," dit un ancien voyageur, "il ont assiégé les Portugais dans la ville de Malacca elle-même, ayant été déclarés les ennemis de cette nation."

Ils ont toujours été plus recommandés pour leur courage que toutes les autres nations qui les environnent ; ils sont, en outre, des navigateurs hardis et expérimentés.

Les Atchinois ont été de bonne heure convertis au mahométisme et jusque aujourd'hui la cet été de zèle soutient de cette religion. Ils sont depuis longtemps accoutumés aux mœurs, tant militaires que pacifiques, des Européens. Deux des parcs d'artillerie qui sont un qui étaient à la porte du palais du sultan, ils avaient été envoyés par Jacques Ier d'Angleterre.

En 1663, leur reine (car, quoique mahométans, les Atschinois conservent le respect des Malais pour les prérogatives du sexe féminin), avait le désir d'épouser un Hollandais, mais le conseil de Batavia, pour d'excellentes raisons, n'y voulut point consentir.

Une curieuse coutume, rapportée par d'anciens voyageurs hollandais, dépose de ce respect pour les femmes, la voici :

"Ce conseil, une femme se tient assise aux pieds du roi ; il lui communique les idées que lui suggèrent les délibérations ; elle les transmet à une eunuque placé près d'elle, et celui-ci les répète à un officier qui les proclame à haute voix devant l'assemblée tout entière."

Il faut bien prendre, cependant, que si l'on doit en croire aussi les anciens voyageurs sur ce sujet, quelques peut-être ils se soient laissés aller à l'exagération, les Atchinois, célèbres à des navigateurs et cruelles pratiques, qui autrefois leur donnèrent alors celles des autres tribus de ce féroce archipel malaisien. Ils brûlent, ils mutilent leurs prisonniers, ils en font périr par des supplices.

Il est enfin une autre coutume atchinoise relatée par Gemelli Carreri, d'après l'autorité d'un certain Carthino, qui avait pénétré assez avant dans l'île ; quand ces gens se font la guerre, ils leur tête, ils mettent en formation de bataille, et, quand le combat est terminé, ils ramassent le produit, ils coupent le nez de chaque ennemi qu'ils ont tué, et le font sécher. Si quelque ne peut pas présenter de nez, il n'est pas admis à recevoir sa paye.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL ET LA PROPRIÉTÉ.

La *Gazette des Tribunaux* publie un remarquable article sur une question d'un intérêt tout à fait palpitant : *Le suffrage universel*. Cet article est signé d'un nom grave et très autorisé celui de M. le premier président Gilardin.

Nous ne pouvons citer en son entier cette étude si judicieuse et si profonde ; nous nous bornons à quelques extraits.

Le savant magistrat se plaint de cette instabilité dont est frappée la société française depuis quatre-vingts ans, et il remonte aux causes premières de ce malaise chronique : une seule, selon lui, c'est que la société française n'a pas encore trouvé son équilibre politique, et que la forme gouvernementale la plus définitive est encore à chercher.

Un jour, M. Guizot, ministre des affaires étrangères et président du conseil des ministres de Louis-Philippe, a la suite d'une violente séance de la Chambre, fut atteint d'un mal aigu subit qui lui fit perdre connaissance dans des douleurs atroces. On envoya chercher en toute hâte le médecin de la maison ; c'était le docteur Bérier. Celui-ci, en présence d'une telle syncope et d'une paralysie, crut d'abord la situation de l'éminent malade désespérée. Les réponses de l'entourage le rassurèrent pourtant, et il n'hésita pas à prescrire un bain dans lequel on plongea ce corps inerte, dans un état d'insensibilité déjà effrayant.

Au bout d'un instant, M. Guizot ouvrit les yeux, et aperçevant son médecin immobile dans un coin de la chambre, à l'affût de sa résurrection :

—Ah ! docteur, lui dit-il, combien j'ai souffert !

Puis, comme se parlant à lui-même, il ajouta :

—Eh bien ! il est bon de souffrir ainsi !

C'était la première fois, peut être, que M. Bérier entendait, dans la bouche d'un de ses clients une semblable exclamation. Il ne put s'empêcher d'en demander le motif.

—Les motifs ? Eh ! mon Dieu ! on ne sait pas assez les sentiments que nous éprouvons, nous autres parvenus à la fortune, lorsque les hasards de la vie nous amènent sa faite des honneurs. Mon cher ami, vous l'avouerai-je, au bout d'un certain temps, sous l'empire de la flatterie, on se sent devenir Dieu..... La souffrance nous rappelle durement que nous ne sommes pas plus que les autres, c'est-à-dire des hommes, des êtres faibles et mortels, sujets aux maladies et soumis aux infirmités. J'avais besoin de cette leçon et j'en profiterai.

—Le chef d'une des plus grandes familles aristocratiques de l'Angleterre, le comte de Delaward, vient de mourir dans des circonstances extraordinaires.

Lord Delaward, qui avait dépassé la cinquantaine, avait servi avec grande distinction en Crimée, aux Indes ; il était général dans l'armée anglaise et célibataire.

Arrivé le 21 avril à Cambridge, il s'était installé à l'hôtel Bull, où il avait passé la nuit à écrire.

Sorti le lendemain matin de bonne heure, Sa Seigneurie n'était pas rentrée à l'hôtel ; son intendant, M. Harradine, à qui lord Delaward avait donné rendez-vous à l'hôtel, devint fort inquiet de ne pas le rencontrer.

Enfin un des garçons de l'hôtel trouva sur la table du salon occupé par lord Delaward une lettre adressée par lui à M. Harradine, qui l'ouvrit et lut ces mots avec consternation :

"Je suis perdu. Ecrivez immédiatement à Scotland-Yard, et faites venir des officiers de police. Je viens de tuer un homme. Je ne sais pas encore comment cela est arrivé. Cette affreuse préparation change la tête. Je ne puis rien dire de plus. Ecrivez-moi à Cambridge."

Harradine, qui connaissait le caractère de son maître, ne douta pas un instant de la vérité de ce qu'il venait de lire.

Il courut à Scotland-Yard, et, en compagnie de deux officiers de police, il se rendit à Cambridge.

Ils ne trouvèrent pas lord Delaward